



19 septembre 2016

(16-4973)

Page: 1/14

Original: anglais

**ÉTATS-UNIS – CERTAINES MESURES RELATIVES
AU SECTEUR DES ÉNERGIES RENOUVELABLES**

DEMANDE DE CONSULTATIONS PRÉSENTÉE PAR L'INDE

La communication ci-après, datée du 9 septembre 2016 et adressée par la délégation de l'Inde à la délégation des États-Unis et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Les autorités de mon pays m'ont chargé de présenter la demande du gouvernement indien visant l'ouverture de consultations avec le gouvernement des États-Unis d'Amérique (les "États-Unis") conformément aux articles 1^{er} et 4 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémoire d'accord"), à l'article XXIII:1 de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (le "GATT de 1994"), à l'article 8 de l'*Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce* (l'"Accord sur les MIC"), et aux articles 4, 7 et 30 de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* (l'"Accord SMC"), au sujet de certaines mesures des États-Unis relatives aux prescriptions régissant la teneur en éléments nationaux et aux subventions instituées par les gouvernements des États de Washington, de Californie, du Montana, du Massachusetts, du Connecticut, du Michigan, du Delaware et du Minnesota (les "États des États-Unis"), dans le secteur de l'énergie.

Les instruments juridiques par lesquels les États des États-Unis établissent et maintiennent les prescriptions régissant la teneur en éléments nationaux et accordent des subventions comprennent, mais non exclusivement, ce qui suit:

- i) **Programme d'incitations financières pour le recouvrement des coûts en faveur des énergies renouvelables ("RECIP") maintenu en vertu du Code révisé de l'État de Washington (RCW 82.16.110 à 82.16.130) et du Code administratif de l'État de Washington (WAC 458-20-273).** Le programme RECIP prévoit des incitations fondées sur les résultats pour les clients des entreprises d'électricité en faveur de la production d'électricité par les techniques solaires, éoliennes et de digestion anaérobie. Un crédit d'impôt équivalant au montant du paiement effectué par ces clients est accordé aux entreprises d'électricité dans le cadre de ce programme. Spécifiquement, la disposition WAC 458-20-273 prévoit des incitations pour divers articles tels que les modules solaires fabriqués dans l'État de Washington, le matériel de production d'énergie solaire ou éolienne muni d'onduleurs fabriqués dans l'État de Washington, les digesteurs anaérobie ou d'autres matériels solaires ou aérogénérateurs munis de pales fabriqués dans l'État de Washington, les onduleurs fabriqués dans l'État de Washington, les aérogénérateurs comportant à la fois des pales et onduleurs fabriqués dans l'État de Washington, et les convertisseurs solaires Stirling fabriqués dans l'État de Washington. Plus la proportion de composants fabriqués dans l'État de Washington est élevée, plus le montant de l'incitation est important.
- ii) **Programme d'incitations de l'État de Californie en faveur de l'autoproduction ("SGIP") en vertu du Code des services publics de la Californie (articles 360 à 380), modifié par le projet de loi 412 du Sénat et le manuel SGIP 2015.** Le programme SGIP prévoit des incitations financières annuelles pour l'installation de nouvelles techniques admissibles du côté usager du compteur. Ces incitations sont

accordées aux particuliers consommateurs d'électricité et de gaz fourni par les entreprises de services publics à capitaux privés désignées en Californie. Alors que les incitations peuvent être obtenues d'une manière générale par tous les usagers qui satisfont aux critères spécifiés dans le programme, une incitation additionnelle est accordée pour l'installation de moyens techniques admissibles de production décentralisée ou de stockage avancé d'énergie fournis par un *fournisseur californien*, à savoir une entité qui fabrique des moyens techniques admissibles de production dans une usine située en Californie. Le programme SGIP est supervisé par la Commission des services publics de la Californie (la "CPUC").

- iii) **Programme d'incitations en faveur de l'énergie solaire mis en œuvre par le Département des eaux et de l'électricité de Los Angeles (le "LADWP") conformément aux lignes directrices du Programme d'incitations en faveur de l'énergie solaire photovoltaïque.** Il s'agit d'un programme d'abattements dans le cadre des services publics applicable aux entreprises commerciales, particuliers, organismes à but non lucratif et administrations locales pour l'électricité de source photovoltaïque. Le programme comporte plusieurs phases avec des niveaux d'incitations décroissantes à mesure que certains objectifs en matière de mégawatts installés sont atteints. L'aspect spécifique du programme d'incitations en faveur de l'énergie solaire du LADWP qui fait l'objet des présentes consultations est l'octroi d'un crédit à la fabrication dans la ville de Los Angeles ("LAMC") pour le matériel photovoltaïque admissible fabriqué à Los Angeles et homologué par le LADWP. Les lignes directrices du programme d'incitations en faveur de l'énergie solaire photovoltaïque précisent que le but du LAMC est de promouvoir le développement de l'économie locale par les activités de fabrication et la création d'emplois dans la ville de Los Angeles. L'énergie provenant des systèmes de production d'énergies renouvelables situés à l'intérieur du territoire desservi par le LADWP et interconnectés au réseau de distribution électrique du LADWP bénéficie aussi du Programme de tarifs de rachat garantis au titre duquel le LADWP achète la totalité de l'énergie produite par ces systèmes à un prix fixe pour une durée allant jusqu'à 20 ans.
- iv) **Incitations fiscales du Montana en faveur de la production d'éthanol ("TIEP") en vertu de la Loi de 1983 sur l'administration et les incitations fiscales pour l'éthanol (Code annoté 2015 du Montana, article 15-70-522).** Dans le cadre du régime TIEP, des incitations fiscales sont accordées aux distributeurs d'éthanol pour la distillation d'alcool, si l'éthanol est produit dans le Montana à partir de produits agricoles de l'État. Si le producteur utilise des produits agricoles ne provenant pas du Montana, le montant de l'incitation fiscale est réduit proportionnellement au pourcentage de produits agricoles ou ligneux ne provenant pas du Montana qui sont utilisés dans la production d'éthanol.
- v) **Crédit d'impôt du Montana pour le mélange et le stockage de biodiesel conformément à l'article 15-32-703 du Code annoté 2015 du Montana.** Des crédits d'impôt peuvent être obtenus par toute personne physique ou morale pour le mélange et le stockage de biodiesel en ce qui concerne les coûts de l'investissement dans les biens amortissables utilisés pour le stockage ou le mélange de biodiesel fabriqué entièrement à partir de matières de base produites dans le Montana, le diesel pétrole étant destiné à la vente.
- vi) **Remboursement des taxes acquittées sur le biodiesel par les distributeurs ou détaillants en vertu de l'article 15-70-433 du Code annoté 2015 du Montana.** Le remboursement de la taxe spéciale sur le biodiesel peut être accordé aux distributeurs agréés qui utilisent du biodiesel fabriqué entièrement à partir de composants produits dans le Montana. En outre, le propriétaire ou l'exploitant d'une station d'essence au détail peuvent demander un remboursement racheté à un distributeur agréé si le biodiesel est fabriqué entièrement à partir de composants produits dans l'État du Montana.
- vii) **Programme du Commonwealth pour les chauffe-eau solaires ("CHSWP") appliqué par le Centre des énergies propres du Massachusetts en vertu du chapitre 307 des Lois de 2008 (la "Loi de 2008 sur les emplois verts"), codifié dans le chapitre 23J du Recueil des lois générales du Massachusetts, lu conjointement avec le manuel du Programme pour les chauffe-eau solaires résidentiels et à petite échelle et le manuel du Programme pour les chauffe-eau solaires**

d'entreprises commerciales. Le programme CHSWP offre des abattements pour les systèmes de chauffe-eau solaires utilisés dans des immeubles résidentiels, commerciaux, occupés par des organismes à but non lucratif, ou appartenant à l'État. Il est administré par le Centre des énergies propres du Massachusetts ("**MassCEC**") qui accorde ces abattements pour réduire le coût initial de l'installation d'un système de chauffe-eau solaire. Un abattement additionnel est accordé pour les projets résidentiels ou commerciaux si le système installé comporte des composants fabriqués dans le Massachusetts admissibles. Pour pouvoir en bénéficier, le requérant est tenu d'apporter la preuve que le système de chauffe-eau solaire utilise des composants provenant d'une des entreprises admissibles qui les fabrique dans le Massachusetts.

- viii) **Programme du Connecticut en faveur de l'investissement dans l'énergie solaire résidentielle ("CRSIP") au titre du Recueil des lois générales 2012 du Connecticut, titre 16, chapitre 283, article 16-245ff lu conjointement avec le Recueil des lois générales 2014 du Connecticut, titre 16, chapitre 283, article 16-245gg.** Le programme CRSIP est administré et financé par l'Office du financement et de l'investissement dans le secteur des énergies propres, appelé aujourd'hui la Banque verte du Connecticut, en faveur de l'installation de 30 mégawatts d'énergie solaire photovoltaïque résidentielle. Le projet de loi 6838 de la Chambre des représentants du Connecticut, promulgué en juin 2015, a élargi le programme en faveur d'une nouvelle capacité solaire photovoltaïque de 300 mégawatts pour 2022. Dans le cadre du programme CRSIP, deux types d'incitations sont offertes, en fonction du propriétaire du système photovoltaïque. Le Programme d'incitations fondées sur les résultats pour les particuliers ("**HOPB**") prévoit des incitations initiales pour les consommateurs qui achètent un système solaire photovoltaïque directement pour leur domicile. Incitations fondées sur les résultats ("**PBI**") : pour les consommateurs qui n'achètent pas directement de système solaire photovoltaïque mais signent un contrat avec une entreprise qui possède/exploite le système, une incitation fondée sur les résultats peut être accordée à ce propriétaire tiers. Le programme CRSIP prévoit des incitations allant jusqu'à 5% pour l'utilisation de composants majeurs de systèmes fabriqués ou assemblés dans le Connecticut, et une incitation additionnelle de 5% pour l'utilisation de composants de systèmes fabriqués ou assemblés dans une collectivité en difficulté, ou une communauté ciblée pour les investissements au Connecticut.
- ix) **Crédits pour l'énergie du Michigan dans le cadre de la Loi de 2008 sur les énergies propres, renouvelables et efficaces ("CREEA"), chapitre 460, section 27/(article 460.1027) et section 39 2)/(article 460.1039); et Programme expérimental sur les énergies renouvelables avancées ("EARP") au titre de la section 21/(article 460.1021) de la Loi CREEA lue conjointement avec la règle C10.3 du Manuel des tarifs pour les services d'électricité adopté par la société Consumers Energy et approuvé par la Commission des services publics du Michigan ...**

A) Crédits pour l'énergie du Michigan dans le cadre de la Loi CREEA: la Loi CREEA établit une norme relative au portefeuille d'énergies renouvelables ("**RPS**"). Elle prescrit que les entreprises de services publics à capitaux privés, les autres détaillants, les coopératives d'électricité, et les compagnies d'électricité municipales du Michigan produisent pour 2015 10% de l'électricité destinée à la vente au détail à partir de ressources énergétiques renouvelables. La conformité avec le pourcentage prescrit peut être assurée par l'achat de crédits pour l'énergie renouvelable ("**REC**").

Un REC est créé pour chaque mégawatt/heure ("**MWh**") d'électricité produit par un système de production d'énergie renouvelable. La norme RPS prévoit aussi une série de crédits bonus, appelés crédits d'incitation du Michigan pour l'énergie renouvelable ("**MIREC**"), pour chaque mégawatt/heure d'électricité produit par certains types de systèmes. Le MIREC s'ajoute au crédit unique qu'une installation reçoit pour la production de 1 MWh d'électricité à partir d'une ressource admissible. Il est ainsi possible d'obtenir plusieurs crédits bonus sur un seul MWh d'électricité produit. Outre un crédit pour l'énergie renouvelable accordé au propriétaire d'un système de production d'énergie renouvelable pour chaque mégawatt/heure d'électricité produit à partir d'un tel système, la RPS prévoit deux REC additionnels pour chaque MWh d'énergie solaire produit. L'électricité renouvelable produite au moyen de matériels fabriqués dans l'État du Michigan reçoit un

crédit additionnel de 1/10 par MWh, qui peut être obtenu pendant trois ans après la date de mise en service de l'installation.

B) Le programme EARP dans le cadre de la Loi CREEA: la Loi CREEA prescrit que certains fournisseurs d'électricité, y compris Consumers Energy, déposent auprès de la Commission des services publics du Michigan (la "**Commission**"), pour examen et approbation, des plans d'énergie renouvelable ("**Plan RE**") décrivant la manière dont le fournisseur d'électricité se conformera aux normes en matière d'énergie renouvelable prévues par la CREEA.

Consumers Energy est le plus grand fournisseur de services d'électricité et de gaz naturel du Michigan, la filiale principale de la société CMS Energy Corporation. Conformément à la CREEA, Consumers Energy est tenue de produire 10% de l'électricité destinée à la vente au détail à partir d'énergies renouvelables. Elle est aussi tenue de présenter à la Commission un plan RE et un plan d'optimisation énergétique ("**Plan EO**") pour démontrer la conformité avec la norme relative au portefeuille d'énergies renouvelables du Michigan.

Consumers Energy a proposé de mettre en œuvre le programme EARP dans son plan RE et son plan EO communiqués conformément à la Loi CREEA en 2009. Le programme EARP encourage les clients de Consumers Energy à acheter et à installer des systèmes solaires photovoltaïques à leur domicile ou dans leur entreprise en offrant des incitations financières pour contribuer à financer leurs dépenses. En contrepartie, la société reçoit les REC créés grâce à cette technologie renouvelable.

Le programme EARP offre aux particuliers et aux autres clients de Consumers Energy un programme de tarifs de rachat pour l'électricité produite par les systèmes solaires photovoltaïques et de digestion anaérobie. Au titre du programme, Consumers Energy achètera la totalité de l'électricité produite par les systèmes dans le cadre d'un contrat à taux fixe d'une durée allant jusqu'à 15 ans. Le programme EARP a été approuvé par la Commission le 26 mai 2009.

Consumers Energy a par la suite déposé le 8 juillet 2011 une demande d'approbation du programme EARP élargi. Le 26 juillet 2011, la Commission a approuvé le programme EARP élargi de Consumers Energy. Ce programme est régi par les conditions tarifaires approuvées par la Commission. Pour pouvoir bénéficier du programme EARP, le matériel solaire doit être fabriqué dans le Michigan ou construit par des personnes employées dans le Michigan.

- x) **Crédits du Delaware pour les énergies renouvelables solaires dans le cadre de la Loi de 2005 sur les normes relatives au portefeuille d'énergies renouvelables ("Loi RPS").** Le Code administratif du Delaware, titre 26, services publics, règles et procédures régissant la mise en œuvre de la norme relative au portefeuille d'énergies renouvelables dispose qu'un fournisseur d'électricité au détail ou une coopérative électrique rurale recevront un crédit additionnel de 10% pour la conformité avec la norme RPS d'installations solaires ou éoliennes situées dans le Delaware, à condition qu'un pourcentage minimal de 50% du coût du matériel de production d'énergie renouvelable, y compris les composants d'assemblage, concerne du matériel fabriqué dans le Delaware.
- xi) **Programme d'incitations en faveur de l'énergie solaire "Made in Minnesota" ("MSIP") administré conformément au critère établi dans la Loi sur les incitations en faveur de la production d'énergie solaire "Made in Minnesota" (Minnesota Statute § 216C.414, subd. 2 (2013)).** Le programme MSIP offre des incitations aux consommateurs qui installent des systèmes solaires photovoltaïques et thermiques en utilisant des modules et des capteurs solaires certifiés comme étant "fabriqués dans le Minnesota". Le programme est destiné uniquement aux clients d'une des trois entreprises de services publics à capitaux privés participantes du Minnesota (Minnesota Power, Otter Tail Power Company, Xcel Energy). L'abattement est égal à 25% du coût du système installé jusqu'à concurrence de 2 500 dollars pour un système résidentiel, 5 000 dollars pour un système collectif et 25 000 dollars pour un système commercial.

Trois niveaux d'incitations sont prévus en fonction de la taille du système et de son propriétaire. En outre, les montants varient selon le fabricant du module. Les trois niveaux s'appliquent aux entités commerciales à but lucratif, aux entités sans but lucratif/publiques/exonérées d'impôt, et aux particuliers. Les incitations pour le matériel solaire photovoltaïque fabriqué dans le Minnesota sont fondées sur les résultats, selon la production d'énergie du système, et sont versées sur dix ans.

Les mesures des États-Unis mentionnées plus haut comprennent aussi toutes modifications, mesures de remplacement, prorogations, mesures de mise en œuvre et autres mesures connexes.

Il apparaît que les mesures des États-Unis sont incompatibles avec:

- l'article III:4 du GATT de 1994 parce qu'il apparaît que les mesures prévoient pour les produits importés un traitement moins favorable que celui qui est accordé aux produits similaires originaires des États-Unis;
- l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC parce qu'il apparaît que les mesures sont des mesures concernant les investissements et liées au commerce des marchandises qui sont incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994;
- l'article XVI:1 du GATT de 1994 parce qu'il apparaît que les mesures prévoient des subventions qui ont pour effet de réduire directement ou indirectement les importations des produits aux États-Unis, sans aucune notification aux Membres de l'OMC à ce sujet;
- l'article 3.1 b) et 3.2 de l'Accord SMC parce qu'il apparaît que les mesures prévoient une subvention subordonnée à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés;
- les articles 5 a), 5 c), 6.3 a) et 6.3 c) de l'Accord SMC parce qu'il apparaît que les mesures causent un préjudice grave aux intérêts de l'Inde en détournant ou en entravant les importations aux États-Unis des produits similaires en provenance d'Inde et en provoquant des pertes de ventes aux États-Unis pour les produits similaires importés d'Inde;
- l'article 25 de l'Accord SMC parce que les États-Unis n'ont dûment notifié aucune des mesures;
- l'article XVI:4 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce parce qu'il apparaît que les mesures ne sont pas conformes aux obligations énoncées dans les Accords de l'OMC.

Il apparaît aussi que les mesures des États-Unis indiquées plus haut annulent ou compromettent les avantages découlant directement ou indirectement pour l'Inde des accords cités.

Le gouvernement indien se réserve le droit de soulever des points de fait ou de droit additionnels au cours des consultations et dans toute demande future d'établissement d'un groupe spécial.

Veuillez trouver ci-joint l'exposé des éléments de preuve prescrit aux articles 4 et 7 de l'Accord SMC.

Nous attendons votre réponse à la présente demande et espérons qu'une date et un lieu mutuellement acceptables pourront être fixés pour les consultations.

ANNEXE

Exposé des éléments de preuve disponibles

La demande de consultations datée du 9 septembre 2016 de l'Inde indique les subventions des États des États-Unis qui font l'objet de la présente demande de consultations.

Les éléments de preuve indiqués ci-après sont ceux auxquels l'Inde peut accéder actuellement et l'Inde se réserve le droit de compléter ou de modifier ultérieurement la présente liste, selon qu'il sera nécessaire.

A. Programme d'incitations de l'État de Washington concernant les coûts des énergies renouvelables

1. *Revised Code of Washington, Energy Independence Act, Chapter 19. 285 RCW (2007).*
2. *Washington Administrative Code, Energy Independence, Chapter 194-37 WAC (2008).*
3. *Revised Code of Washington, Renewable Energy System Cost Recovery, RCW 82.16.110 through 130.*
4. *Washington Administrative Code, Renewable Energy System Cost Recovery, WAC 458-20-273.*
5. *Washington Administrative Code, Manufacturing, Processing for hire, fabricating, WAC 458-20-136 (2005).*
6. *Washington Administrative Code Emergency Rules, Rule Making Order – Department of Revenue, WSR 12-16-046, WAC 458-20-273 Emergency Rules (July 27, 2012).*
7. *Session Law, Environmental Tax Incentives, ESSB 6170, Chapter 469, Laws of 2009 (2009).*
8. *Session Law, Community Solar Projects--Cost Recovery Incentives, ESSB 6658, Chapter 202, Laws of 2010 (2010).*
9. *Engrossed Second Substitute House Bill 1301, Amending RCW 82.16.110, RCW 82.16.120, RCW 82.16.130 (2014).*
10. *Washington State Department of Revenue, Renewable Energy System Cost Recovery- Annual Incentive Payment Application, REV 41 0100e (2011).*
11. *Washington State Department of Revenue, Community Solar Project Renewable Energy System Cost Recovery- Annual Incentive Payment Application, REV 41 0111e (2015).*
12. *Washington State Department of Revenue, Renewable Energy System Cost Recovery Certification, 82.16 RCW, REV 41 0094e (2015).*
13. *Washington State Department of Revenue, Community Solar Projects Renewable Energy System Cost Recovery Certification, 82.16 RCW, REV 41 0110e (2015).*
14. *Washington State Department of Revenue, Special Notice, Renewable Energy System Cost Recovery Program – Production Incentive (September 23, 2009).*
15. *Washington State Department of Revenue, Special Notice, Solar Stirling Converter Manufactured in Washington Added to Renewable Energy Cost Recovery Incentive Payment Program (August 30, 2011).*
16. *Washington State Department of Revenue, Growth from Renewable Energy Cost Recovery Program (August, 2013).*

17. Washington State Department of Revenue, *Evaluation of Tax Incentives- Analysis of Renewable Energy System Program: Report to the Legislature* (December, 2009).
18. Washington State Department of Revenue, *Special Notice-Renewable Energy Cost Recovery Incentive Program-Modifications to Program* (May, 2010).
19. Washington State Department of Revenue, *Washington Manufacturers Equipment Approved for "Made in Washington" Renewable Energy Systems Cost Recovery Incentive Payments*, WAC 458-20-273 (March, 2013).
20. U.S. Department of Energy, Office of Scientific and Technical Information, *2012 Wind Technologies Market Report*, DOE/GO-102012-3472 (August, 2012).
21. Shoreline Community College Office of the President, *Notice of Intent addressed to Superintendent, Seattle City Light* (August 12, 2009).
22. Clark Public Utilities, *Steps for Participation in Washington State's Renewable Energy Production Incentive Program Production Metering Agreement*.
23. Mason County PUD No. 1, *In-State Production Incentives for Renewable Energy Development Program Overview*, State Doc #1 (September, 2010).
24. American Council on Renewable Energy, *Renewable Energy in Washington* (September, 2013).
25. Washington State Department of Revenue, *Summary of 2009 Tax Legislations* (May, 2009).
26. U.S. Energy Information Administration, *State of Washington Electricity Profile* (2012).
27. U.S. Energy Information Administration, *State of Washington Energy Profile* (2015).
28. U.S. Energy Information Administration, *State of Washington Renewable Electricity Profile* (2012).

B. Programme d'incitations de la Californie en faveur de l'autoproduction

1. *State of California Public Utilities Code*, Division I, Part I, Chapter 2.3, Article 6 (Requirements for the Public Utilities Commission), Sections 372, 379.6 – 379.7.
2. *California Assembly Bill no. 970*, An Act to *inter alia* amend Section 372 of the Public Utilities Code (September 7, 2000).
3. *Senate Bill no. 412*, An Act to amend Section 379.6 of the Public Utilities Code, relating to electricity, Chapter 182 (October 11, 2009).
4. *Senate Bill no. 861*, An act to *inter alia* amend Sections 379.6 of the Public Utilities Code (June 20, 2014) – This bill extends the authority of the Public Utilities Commission to authorize the electrical corporations to continue making the annual collection through December 31, 2019. The bill also extends the administration of the program to January 1, 2021.
5. *Self Generation Incentive Program Handbook, 2016* (February 8, 2016).
6. California Public Utilities Commission, *Request for California Supplier status under SGIP Form*.
7. California Public Utilities Commission, *List of SGIP approved California Suppliers* (2015).
8. Application Forms available on the website of Pacific Gas and Electric Company, including but not limited to *SGIP Incentive Claim Form* (January, 2014).

9. Application Forms available on the website of Southern California Gas Company, *SGIP Incentive Claim Form*, V. 3 (2015).
10. Application Forms available on the website of Centre for Sustainable Energy California, *SGIP Incentive Claim Form*, V. 3 (2015).
11. Application Forms available on the website of South California Edison, *SGIP Incentive Claim Form*, V.2 (2015).
12. California Public Utility Commission, *Decision Adopting SGIP Annual Budget for 2012, 2013 and 2014*, Decision 11-12-030 December 15, 2011, R.10-05-004 COM/MP1/acr (Issued on December 20, 2011).
13. California Public Utility Commission, *Decision Addressing Eligible Technologies under the Self-generation Incentive Program (SGIP) and modifying the process for evaluating SGIP Program change requests Decision on Advanced Storage Technologies*, Decision 08-11-044, R.08-03-008 COM/MP1/jt2 (November 21, 2008).
14. California Public Utilities Commission, *Self Generation Incentive Program Modification Guideline (PMG)* (July 1, 2006).
15. California Public Utilities Commission, *2012 SGIP Impact Evaluation Program Outlook* (February, 2014).
16. American Council on Renewable Energy, *Renewable Energy in California* (September, 2014).
17. U.S. Energy Information Administration, *California State Electricity Profile* (2013).
18. U.S. Energy Information Administration, *California Renewable Electricity Profile* (March 8, 2012).

C. Programme d'incitations en faveur de l'énergie solaire du Département des eaux et de l'électricité de Los Angeles (LADWP)

1. *Senate Bill 1*, Chapter 132- Electricity: Solar Energy: Net Metering (Approved 2006).
2. California Energy Commission, *Guidelines For California's Solar Electric Incentive Programs (Senate Bill 1)* Fifth Edition (January, 2013).
3. Los Angeles Department of Water and Power, *Solar Photovoltaic Incentive Program Guidelines* (August 11, 2014).
4. Los Angeles Department of Water and Power, *Customer Guide to using Powerclerk* (December 4, 2015).
5. Los Angeles Department of Water and Power, *LADWP Solar Incentive Program Calculator User Guide* (October, 2011).
6. Los Angeles Department of Water and Power, *PV Preliminary Review Information Sheet*, LADWP – PR (02-2013).
7. Los Angeles Department of Water and Power, *Solar Inspection Agreement*, LADWP – SA (09-2012).
8. Los Angeles Department of Water and Power, *Residential Disclosure Agreement*, LADWP – RD (09-2012) and a Non-Residential Disclosure Agreement, LADWP – ND (09-2012)
 - *Residential Disclosure Agreement:*
 - *Non-Residential Disclosure Agreement:*

9. Los Angeles Department of Water and Power, *Request to Forward Reservation Payment*, LADWP – PF (04-2016).
10. Los Angeles Department of Water and Power, *Powerclerk User Account Request Form*, LADWP – (07-2013).
11. Los Angeles Department of Water and Power, *Solar Incentive Program Report* (April 2015)
12. Los Angeles Department of Water and Power, *Feed-in Traiff (FiT) Set Pricing Program Guidelines* (February 17, 2015).
13. Los Angeles Department of Water and Power, *Standard Offer Power Purchase Agreement between City of Los Angeles Acting by and Through The Department of Water and Power and _____*, V5.0.123114 (2014).
14. Los Angeles Department of Water and Power, *Standard Offer for Feed-in Tariff Customer Generation Interconnection Agreement between _____ (Interconnection Customer) and City of Los Angeles Acting by and Through The Department of Water and Power*, V20140715.
15. Los Angeles Department of Water and Power, *Set Pricing Document Clarification* (January 31, 2013).
16. Los Angeles Department of Water and Power, *100 MW Feed-in-Tariff Set Pricing Program*, Program Presentation (January 22, 2013).
17. Los Angeles Department of Water and Power, *FiT Process Diagram* (2014).
18. Los Angeles Department of Water and Power, *Set Pricing Fact Sheet Copy* (2015).

D. Montana

D1 Incitations fiscales en faveur de la production d'éthanol

1. *Montana Annotated Code, 2015*, Title 15 - Taxation, Chapter 70- Gasoline and Vehicle Fuel Taxes, Part 5 - Ethanol Tax Incentive and Administration, 15-70-501 to 15-70-527.
2. *Montana Annotated Code, 2015*, Title 15 - Taxation, Chapter 70- Gasoline and Vehicle Fuel Taxes, Part 2, Basic Gasoline License Tax, 15-70-201 to 15-70-204.
3. *Administrative Rules of Montana (ARM)*, Department – Transportation, Chapter – Motor Fuels – Gasoline Tax, Subchapter – Alcohol Tax Incentive, 18.9.601 to 18.9.608.

D2 Crédit d'impôt pour le mélange et le stockage de biodiesel

1. *Montana Annotated Code, 2015*, Title 15 - Taxation, Chapter 32 – Energy Related and Ecological Tax Incentives, Part 7 – Biodiesel Production, Section 703 – Biodiesel blending and storage tax credit -- recapture -- report to interim committee.
2. *Montana Annotated Code, 2015*, Title 15 - Taxation, Chapter 32 – Energy Related and Ecological Tax Incentives, Part 6 – Recycling of Material, 15-32-601 and 15-32-611.
3. *Administrative Rules of Montana*, Department – Revenue, Chapter – Tax Credits, Subchapter – Individual and Corporation-Biodiesel and Biolubricant Tax Credit, 42.4.2504.
4. Montana Department of Revenue, *Biennial Report July 1, 2012—June 30, 2014*.
5. Montana Department of Revenue, *2013 Biodiesel Blending and Storage Credit-Form*, BBSC 2015, Rev 06 15.

6. Montana Department of Environmental Quality, *Montana Financial Incentives Biodiesel Production / Oilseed Crushing and Ethanol Ventures* (December 31, 2008).

D3 Remboursement des taxes acquittées sur le biodiesel par les distributeurs ou détaillants

1. *Montana Annotated Code, 2015*, Title 15 - Taxation, Chapter 70- Gasoline and Vehicle Fuel Taxes, Part 4- Gasoline and Special Fuel Tax, Section 401 – Definitions, 15-70-401.
2. *Montana Annotated Code, 2015*, Title 15 - Taxation, Chapter 70- Gasoline and Vehicle Fuel Taxes, Part 4 - Gasoline and Special Fuel Tax, Section 433- Refund for taxes paid on biodiesel by distributor or retailer -- statement -- payment -- appropriation -- records -- report to interim committee, 15-70-433.
3. *Montana Annotated Code, 2015*, Title 17 – State Finance, Chapter 7 - Budgeting and Appropriations, Section 502 – Statutory Appropriations, 17-7-502.
4. Montana Department of Transportation, *Biodiesel Fuel Tax Refund Application-Form*, Rev 12/2005.
5. Montana Office of Budget and Program Planning, *2013 Biennium Executive Budget Summary- The Schweitzer Budget for 2012-2013 (Yellow Book)*.
6. Montana Office of Budget and Program Planning, *2015 Biennium Executive Budget Summary- The Schweitzer Budget for 2014-2015 (Yellow Book)*.

D4 Documents généraux pertinents pour toutes les mesures du Montana mentionnées plus haut

1. U.S. Energy Information Administration, *Montana State Energy Profile*.
2. U.S. Energy Information Administration, *Montana State Renewable Electricity Profiles* (2010).
3. U.S. Energy Information Administration, *Montana State Electricity Profiles* (2013).
4. American Council on Renewable Energy, *Renewable Energy in Montana* (September, 2014).

E. Programme du Commonwealth du Massachusetts pour les chauffe-eau solaires

1. *General Laws of the Commonwealth of Massachusetts*, Massachusetts Clean Energy Technology Centre, Chapter 23J, Title II, Part I.
2. *Session Laws of the Commonwealth of Massachusetts*, An Act Relative to Green Jobs in the Commonwealth, Chapter 307 of the Acts of 2008.
3. Massachusetts Clean Energy Centre, Press Release: *MassCEC Announces New Multi Year Incentive Program for Solar Hot Water* (June 28, 2012).
4. Massachusetts Clean Energy Centre, *Commonwealth Solar Hot Water Program-Eligible Massachusetts Manufacturers of Solar Hot Water Components*.
5. Massachusetts Clean Energy Centre, *Residential and Small Scale Solar Hot Water Program Manual* (February, 2016).
6. Massachusetts Clean Energy Centre, *Commercial Scale Solar Hot Water Program Manual* (February, 2016).
7. Massachusetts Clean Energy Centre, *Residential Guide to Solar Hot Water*.

8. Massachusetts Clean Energy Centre, *Massachusetts Solar Hot Water Program-Construction Application Instructions* (February 19, 2014).
9. Massachusetts Clean Energy Centre, *Massachusetts Solar Hot Water Program-PowerClerk Online Instructions* (July, 2012).
10. Massachusetts Clean Energy Centre, *Commonwealth Solar Hot Water Program Terms and Conditions* (February 9, 2014).
11. Massachusetts Clean Energy Centre, *Commonwealth Solar Hot Water Program Residential Frequently Asked Questions*.
12. Massachusetts Clean Energy Centre, *Commonwealth Solar Hot Water Program, Residential Performance Monitoring, Interim Report* (June 1, 2012).
13. Massachusetts Clean Energy Centre, *Massachusetts Clean Energy Industry Report* (2015).
14. American Council on Renewable Energy, *Renewable Energy in Massachusetts* (June, 2014).
15. U.S. Energy Information Administration, *Massachusetts State Energy Profile*.
16. U.S. Energy Information Administration, *Massachusetts State Renewable Electricity Profiles* (2012).
17. U.S. Energy Information Administration, *Massachusetts State Electricity Profiles* (2013).

F. Programme du Connecticut en faveur de l'investissement dans l'énergie solaire résidentielle

1. An Act Concerning the Department of Energy and Environmental Protection and Planning for Connecticut's Energy Future. *State of Connecticut Public Act No 11-80, Senate Bill No. 1243*, Section 109 read with Section 106.
2. An Act Concerning the Encouragement of Local Economic Development and Access to Residential Renewable Energy. *State of Connecticut Public Act No. 15-194, House Bill No. 6838*, Section 1 (a)-(2), (4)(i).
3. *General Statutes of Connecticut*, Volume 9, Title 32-- Chapter 578-Commerce and Economic And Community Development, - Section 32-9p (b) *Definition of distressed municipality*--Chapter 588l, Economic Development and Manufacturing Assistance, - Section 32-222 (u) *Definition of targeted investment municipality*.
4. *General Statutes of Connecticut*, Volume 5, Title 16—Public Service Companies- Chapter 283 -Telephone, Illuminating, Power and Water Companies- Section 16 (245n) - *Connecticut Green Bank, Charge assessed against electric customers, Clean Energy Fund*.
5. *Public Act No 11-80, Senate Bill No. 1243*, An Act Concerning the Establishment of the Department of Energy and Environmental Protection and Planning for Connecticut's Energy Future—Section 66 (d)--Establishment and functions of Clean Energy Finance and Investment Authority [now known as Connecticut Green Bank].
6. Residential Solar Incentives, *General guidelines on the available incentive types based on ownership of the system*, Energize Connecticut Initiative (December 17, 2012).
7. *Qualifications requisite for Eligible Contractors and Third Party System Owners and Customers to participate in the Residential Solar Investment Program*, Connecticut Green Bank (April 24, 2015).
8. U.S. Energy Information Administration, *State of Connecticut Electricity Profile* (2012).

9. U.S. Energy Information Administration, *State of Connecticut Energy Profile* (2015).
10. U.S. Energy Information Administration, *State of Connecticut Renewable Electricity Profile* (2012).

G. Crédits pour l'énergie du Michigan et Programme expérimental sur les énergies renouvelables avancées

1. *The Clean, Renewable and Efficient Act, Public Act No. 295 of 2008 – Section 27*-- Requirements on electric providers to achieve a Renewable Energy Standard (as defined in Section 11 (j)) – *Section 39 (2) (d)* --Grant of bonus Renewable Energy Credits (RECs) -- *Section 41 (4)*--Authority of the Michigan Public Service Commission (MPSC) to establish Renewable Energy Credit Certification and Tracking System (MIRECS).
2. *The Rate Book for Electric Service* adopted by Consumers Energy Company and approved by the Michigan Public Service Commission under the *Experimental Advanced Renewable Energy Program*.
3. MPSC Press Release, *MPSC Approves Contract Designating APX, Inc. as the State's Renewable Energy Credit and Tracking Program Administrator (MIRECS)* (August 11, 2009).
4. MPSC Press Release, *Michigan's Renewable Energy Certification System Launched* (October 30, 2009).
5. MIRECS Press Release, *"APX Launches Michigan Renewable Energy Certification System"* (October 30, 2009).
6. MIRECS Registry Documents, *MIRECS Operating Procedures* (March, 2016).
7. MIRECS Registry Documents, *Incentive RECs and Intra-registry RECs* (May 2, 2014).
8. *Michigan Renewable Energy Certification System Registry, Terms of Use* (2015).
9. Michigan Public Service Commission, *Report on the Implementation of P.A. 295 Renewable Energy Standard and the Cost-Effectiveness of the Energy Standards*, In compliance with Public Act 295 of 2008 (February 12, 2016).
10. Michigan Public Service Commission, *Report on the Implementation of P.A. 295 Renewable Energy Standard and the Cost-Effectiveness of the Energy Standards*, In compliance with Public Act 295 of 2008 (February 13, 2015).
11. Michigan Public Service Commission, *Report on the Implementation of P.A. 295 Renewable Energy Standard and the Cost-Effectiveness of the Energy Standards*, In compliance with Public Act 295 of 2008 (February 14, 2014).
12. Michigan Public Service Commission, *Report on the Implementation of P.A. 295 Renewable Energy Standard and the Cost-Effectiveness of the Energy Standards*, In compliance with Public Act 295 of 2008 (February 15, 2013).
13. Michigan Public Service Commission, *Report on the Implementation of P.A. 295 Renewable Energy Standard and the Cost-Effectiveness of the Energy Standards*, In compliance with Public Act 295 of 2008 (February 15, 2012).
14. Michigan Public Service Commission- *Subsidy component in REC payments- Solar Working Group- Staff Report* (June 30, 2014).
15. *Template for Company Annual Report on Renewable Energy Plan, Public Act No. 295 Section 51 (1-3) requirements*.
16. U.S. Energy Information Administration, *State of Michigan Electricity Profile* (2012).

17. U.S. Energy Information Administration, *State of Michigan Energy Profile* (2015).
18. U.S. Energy Information Administration, *State of Michigan Renewable Electricity Profile* (2012).

H. Crédits du Delaware pour les énergies renouvelables solaires dans le cadre de la Loi de 2005 sur les normes relatives au portefeuille d'énergies renouvelables ("Loi RPS") lue conjointement avec le Code administratif du Delaware, titre 26, services publics, règles et procédures régissant la mise en œuvre de la norme relative au portefeuille d'énergies renouvelables

1. Delaware Code—TITLE 26- Chapter 1 Subchapter III-A Renewable Energy Portfolio Standards Act- Section 356 (d) (As amended by 77. Delaware Laws Chapter 451 Section 12) (2013).
2. *Rules and Procedure to Implement the Renewable Energy Portfolio Standard*, Delaware Public Service Commission (December, 2012).
3. *Order No. 8281 of January 22, 2013*- In the matter of the Application of Delmarva Power & Light Company for approval of the 2013 Program for the Procurement of Solar Renewable Energy Credits—Approval of Delmarva's Application for 2013 Program for the Procurement of Solar Renewable Energy Credits filed January 11, 2013.
4. *Consultant's Report (Consultant hired pursuant to Order No.8281 of DPSC) on the 2013 SREC Procurement Program to Delaware Public Service Commission--* Section 2.5-Delaware Equipment and Workforce Bonuses- Success Ratio of Bids that proposed to use Delaware manufactured equipment.
5. *Senate Bill No. 74* -An Act to Amend Title 26 of the Delaware Code Relating to Renewable Energy Portfolio Standards.
6. *Senate Bill No. 124*- An act to Amend Title 26 of the Delaware Code Relating to Delaware's Renewable Energy Portfolio Standards and Delaware-manufactured Fuel Cells.
7. *PSC Regulation Docket No. 56- Order No: 8026*- In the matter of the adoption of rules and procedures to implement the Renewable Energy Portfolio Standards Act, Sections 351-363, as applied to retail electricity suppliers (opened August 23, 2005; reopened September 4, 2007; August 5, 2008; September 22, 2009; August 17, 2010; September 6, 2011).
8. Form for Application, *RPS Form for Certification of Bonuses to an existing Eligible Energy Resource under the Delaware Renewable Energy Portfolio Standard to be filed with DPSC*.
9. *Terms of Reference for the Renewable Energy Taskforce established under Section 360 (d) of Renewable Energy Portfolio Standards Act- Sub Clause(2) (f)-* 'Establishing mechanisms to maximize in-state renewable energy generation and local manufacturing'.
10. *Program for the Procurement of Solar Renewable Energy Credits*- Program Filing- Section 2.3—Bonus for use of In-State Equipment or Workforce- Eligibility Criteria and Determination (2015).
11. U.S. Energy Information Administration, *State of Delaware Electricity Profile*, (2012).
12. U.S. Energy Information Administration, *State of Delaware Energy Profile*, (2015).
13. U.S. Energy Information Administration, *State of Delaware Renewable Electricity Profile*, (2012).

I. Programme d'incitations en faveur de l'énergie solaire "Made in Minnesota"

1. *Made in Minnesota Solar Energy Production Incentive law ('MSIP') administered pursuant to Minnesota Statute § 216C.414, subd. 2 (2013)).*
2. *Minnesota Department of Commerce Guidance for Completing the Made in Minnesota Solar Incentive Application, A 2016 Reference Guide for Applicants, Minnesota Department of Commerce (December 30, 2015).*
3. *Made in Minnesota (MiM) Solar Incentive Program Application Portal, Powerclerk and the Minnesota Department of Commerce. Application portal for the MIM Solar Incentive Program. (May 10, 2016).*
4. *Made in Minnesota random selection results, Commerce Statistics. Results of random selection of applicants to participate in the MIM Solar Incentive Program (2016).*
5. U.S. Energy Information Administration, *State of Minnesota Electricity Profile* (2012).
6. U.S. Energy Information Administration, *State of Minnesota Energy Profile* (2015).
7. U.S. Energy Information Administration, *State of Minnesota Renewable Electricity Profile* (2012).

En outre, les subventions accordées par les États des États-Unis ont eu un effet dissuasif sur les exportations indiennes des produits similaires vers les États-Unis, nuisant aux intérêts de l'Inde.
